

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société TERRALYS de respecter certaines prescriptions applicables à ses installations de compostage qu'elle exploite sur la commune d'Ermenonville.

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2010 réglementant le fonctionnement des installations de compostage de la société TERRALYS sur le territoire de la commune d'Ermenonville (60950), lieu-dit « La Râperie », RN 330, relevant notamment de la rubrique 2780 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 susvisé qui précise les dispositions nécessaires afin de prévenir, capter et traiter les odeurs émises par les installations ;

Vu l'article 2.10.2 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 susvisé qui précise les mesures de protection du site contre le risque incendie pour permettre aux services de secours de disposer de l'eau nécessaire en cas de sinistre ;

Vu le rapport du 10 juillet 2014 de l'inspection des installations classées, faisant suite à la visite d'inspection du 27 juin 2014, transmis à l'exploitant par courrier du même jour conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 27 juin 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées), a constaté les faits suivants :

- Les plaintes pour nuisances olfactives des riverains sont fondées ;
- Les odeurs émises par les installations ne sont pas maîtrisées ;
- Le jour de la visite, ces odeurs étaient fortes et incommodantes ;
- Les procédures visant à prévenir des nuisances olfactives ne sont pas rédigées ;
- Le chef d'équipe présent ne connaissait aucune disposition visant à prévenir des nuisances olfactives ;
- L'aire d'aspiration du bassin n'est pas équipée correctement ; elle ne dispose pas de colonne d'aspiration sur laquelle les pompiers se connectent.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.6.1 (plusieurs paragraphes) et 2.10.2 (un alinéa) de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TERRALYS de respecter les prescriptions des articles 3.6.1 (plusieurs paragraphes) et 2.10.2 (un alinéa) de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} :

La société TERRALYS est mise en demeure, pour ses installations de compostage sises sur la commune d'Ermenonville, lieu-dit « La Râperie » RN 330, de respecter les dispositions :

- de l'article 3.6.1 (deux paragraphes) de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 qui stipule :

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires lors de la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les nuisances, notamment olfactives, et les risques de pollutions accidentelles de l'air. Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de rejet de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes, ou fortement évolutives est interdit. Les poussières, gaz et composés odorants produits par les sources odorantes sont, dans la mesure du possible, captés à la source et traités. »

et « L'exploitant devra mettre en forme et simplifier les procédures de travail » ;

- de l'article 2.10.2 (un alinéa repris ci-dessous) de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 qui dispose :

« Les dispositifs de protection du site contre le risque incendie et ses conséquences sont a minima : une réserve incendie de 800 m³ avec aires d'aspiration pour les services de secours ».

A cet effet, l'exploitant est tenu, suivant l'échéancier indiqué ci-après dont les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté, de :

- mettre en place tous dispositifs techniques permettant de mieux capter et traiter les odeurs émanant des endains dans un délai d'1 mois ;
- mettre en place tous dispositifs techniques permettant de mieux capter et traiter les odeurs émanant du stockage de boues dans un délai de 4 mois ;
- formaliser les mesures organisationnelles visant à prévenir des nuisances d'odeurs dans un délai d'1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- mettre en place les dispositifs techniques permettant aux services de secours de se connecter sur les plates-formes d'aspiration dans un délai de 3 mois.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire d'Ermenonville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 12 août 2014

Pour le Préfet
et par délégation,
le secrétaire général



Julien MARION

Destinataires

Société TERRALYS

Madame le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis

Monsieur le maire d'Ermenonville

Monsieur le maire de Montagny-Sainte-Félicité

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur de l'environnement

s/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie